

PROVINCE DE QUÉBEC
VILLE DE POINTE-CLAIRE

RÈGLEMENT NUMÉRO PC-2865

RÈGLEMENT SUR L'UTILISATION DE
PESTICIDES SUR LE TERRITOIRE DE LA
VILLE DE POINTE-CLAIRE

En vigueur 10 mai 2017

À LA SÉANCE RÉGULIÈRE DU CONSEIL DE LA VILLE DE POINTE-CLAIRE TENUE
À L'HÔTEL DE VILLE, SITUÉ AU 451, BOULEVARD SAINT-JEAN, POINTE-CLAIRE,
QUÉBEC, LE MARDI 2 MAI 2017 À 19H30.

PRÉSENTS : Mesdames les conseillères K. Thorstad-Cullen et C. Homan, ainsi
que messieurs les conseillers J. Beaumont, P. Bissonnette,
C. Cousineau, J.-P. Grenier, A. Iermieri et D. Smith, formant quorum
sous la présidence de monsieur le maire Morris Trudeau.

PARMI LES AFFAIRES TRANSIGÉES LORS DE CETTE SÉANCE,
IL Y AVAIT:

RÈGLEMENT NUMÉRO: PC-2865

Résolution numéro: 2017-277

PROPOSÉ PAR LE CONSEILLER IERMIERI

APPUYÉ PAR LE CONSEILLER GRENIER

ET RÉSOLU:

ATTENDU QU'un avis de motion du présent règlement a été préalablement donné.

Vu les articles 4, 19 et 85 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1).

Vu les articles 369 et 411 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19).

LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

SECTION I

CHAMP D'APPLICATION ET DÉFINITIONS

1. Le présent règlement s'applique à l'ensemble du territoire de la ville.
2. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :
 - « infestation » : présence d'insectes, moisissures ou autres agents nuisibles, à l'exception d'herbes nuisibles, sur plus de 50 % de l'espace délimité par une pelouse ou sur plus de 5 m² de l'espace délimité par une plate-bande. Il y a également infestation lorsque la présence d'herbes nuisibles, insectes, moisissures ou autres agents nuisibles, peu importe l'étendue, crée une menace à la sécurité, à la santé humaine, à la survie des arbres et arbustes ou à la vie animale ;
 - « néonicotinoïdes » : catégorie de pesticides ayant pour ingrédient actif de l'acétamipride, de la clothianidine, de l'imidaclopride, du thiaclopride ou du thiaméthoxame ;
 - « pesticide » : toute substance, matière ou micro-organisme destiné à contrôler, détruire, amoindrir, attirer ou repousser directement ou indirectement un organisme nuisible, nocif ou gênant pour l'être humain, la faune, la végétation, les récoltes ou les autres biens, ou destiné à servir de régulateur de croissance de la végétation, à l'exclusion d'un médicament ou d'un vaccin, au sens de la Loi sur les pesticides (RLRQ, chapitre P-9.3) ;
 - « zone sensible » : les centres de la petite enfance, garderies, les haltes garderies, jardins d'enfants ou services de garde en milieu familial régis par la Loi sur les centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance (RLRQ, chapitre C-8.2) ; les établissements offrant de l'éducation préscolaire ou de l'enseignement de niveau primaire ou secondaire régis par la Loi sur l'instruction publique (RLRQ, chapitre I-13.3) ou par la Loi sur l'enseignement privé (RLRQ, chapitre E-9.1) ; les établissements offrant de l'enseignement collégial régi par la Loi sur l'enseignement privé (RLRQ, chapitre E-9.1) ou par la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (RLRQ, chapitre C-29) ; les établissements d'enseignement de niveau universitaire visés aux paragraphes 1 à 10 de l'article 1 de la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau

universitaire (RLRQ, chapitre E-14.1) ; les établissements de santé et de services sociaux régis par la Loi sur les services de santé et les services sociaux (RLRQ, chapitre S-4.2) ; les lieux de culte, les résidences pour personnes âgées, les aires de jeux des parcs municipaux, les terrains sportifs des parcs municipaux, les cimetières et les jardins communautaires, ainsi qu'une bande de 5 m de large au-delà de la limite de chacun de ces terrains.

SECTION II

DISPOSITION NORMATIVE

3. L'utilisation et l'application de pesticides sont interdites à l'extérieur des bâtiments.

SECTION III

EXCEPTIONS

4. Nonobstant l'article 3, l'utilisation de pesticides, autres que les néonicotinoïdes, est autorisée dans les cas suivants :
 - 1° S'il s'agit d'un biopesticide, tel que désigné par l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire (ARLA), d'huile minérale, d'azadirachtine ou d'ingrédients actifs, autres que l'acétamipride, autorisés à l'Annexe II du Code de gestion des pesticides (2003, 135 G.O. II, 1653) ; et qui n'ont pas été enrichis d'un autre ingrédient actif antiparasitaire.
 - 2° En cas d'infestation, sauf si la zone visée est une zone sensible.
 - 3° Dans les piscines et les étangs décoratifs ou bassins artificiels en vase clos.
 - 4° Pour l'entretien d'un terrain de golf ou de bowling, conformément aux conditions prévues au présent règlement.
 - 5° Dans un rayon de 5 m autour des entrepôts et des usines de produits alimentaires ou des usines de produits pharmaceutiques afin d'assurer le contrôle de la vermine.
 - 6° Sur la base d'un bâtiment et sur une bande de 30 cm autour de ce dernier, pour le contrôle des fourmis.

SECTION IV

PERMIS TEMPORAIRE D'APPLICATION

5. L'utilisation d'un pesticide pour l'une des fins visées à l'un ou l'autre des paragraphes 2°, 5° ou 6° de l'article 4 est assujettie à l'obtention préalable d'un permis temporaire d'application.
6. Un permis temporaire d'application est délivré au propriétaire ou, avec une lettre d'autorisation signée du propriétaire, à l'occupant ou à l'utilisateur, aux conditions suivantes :
 - 1° Le tarif exigible a été payé ;
 - 2° La zone à traiter n'est pas une zone sensible ;
 - 3° La zone à traiter est à plus de 100 mètres de toute prise d'eau ;
 - 4° Dans le cas d'une demande visée par le paragraphe 2° de l'article 4, faire la démonstration qu'un traitement mécanique ou un traitement effectué à l'aide d'un pesticide décrit au paragraphe 1° de l'article 4 a été effectué au préalable, mais s'est révélé inefficace.
 - 5° Dans un cas d'infestation, visée au paragraphe 2° de l'article 4, l'état des lieux doit avoir été confirmé suite à une inspection de la Ville. Dans ce cas, le pourcentage de la surface gazonnée totale et la superficie de la plate-bande affectée sont établis en faisant la somme des parties de la surface infestée.

Toute personne qui, pour autrui et contre rémunération, exécute des travaux comportant l'utilisation de pesticides, doit, afin d'obtenir un permis temporaire, remplir les conditions prévues au premier alinéa et détenir tout permis ou certificat exigé en vertu d'une loi ou d'un règlement fédéral ou provincial.

7. Un permis temporaire d'utilisation de pesticides délivré en vertu de la présente section est valide pour 14 jours à compter de la date de délivrance.

SECTION V

TERRAINS DE GOLF ET DE BOULINGRIN

8. L'utilisation de pesticides, autres que les néonicotinoïdes, aux fins d'entretien des terrains de golf et de bowling est autorisée aux conditions prévues à la présente section.
9. L'exploitant du club de golf ou du terrain de bowling doit enregistrer, par déclaration écrite à la Ville, les produits qu'il entrepose ou entreposera et dont il prévoit faire usage au cours de l'année.

La déclaration exigée en vertu du premier alinéa doit être déposée au bureau du greffier de la Ville, entre les 1^{ers} et le 31 mars de chaque année.

10. Les pesticides doivent être entreposés dans un lieu à l'épreuve du feu, avec endiguement, ventilation, étagères en acier.

Une enseigne ignifugée doit être apposée à l'entrée du lieu d'entreposage.

Cette enseigne doit signaler la présence de pesticides.

11. L'exploitant du club de golf ou du terrain de bowling doit afficher, immédiatement après l'épandage du pesticide, à chaque entrée du terrain, un écriteau faisant mention de la date et de l'heure de l'application, l'ingrédient actif, le nom commercial et le numéro d'homologation du produit, le nom et le numéro de téléphone de la personne ayant procédé à l'épandage, le numéro de certificat de l'applicateur, le cas échéant, et le numéro de téléphone du Centre antipoison du Québec.

L'écriteau doit rester en place 72 heures après l'épandage.

12. Les conditions d'application relatives à l'utilisation des pesticides, énumérées à la section VI, à l'exception de celles contenues aux articles 16 et 17, s'appliquent à l'épandage de pesticides sur les terrains de golf et de bowling.

Une bande minimale de 5 m doit séparer la zone d'application des pesticides des propriétés adjacentes à un terrain de golf ou à un terrain de bowling.

13. L'exploitant du club de golf ou du terrain de bowling doit conserver un registre indiquant la date et la raison de l'application, une description des zones traitées, la quantité et l'identification par le nom du pesticide utilisé, ainsi que le type et le numéro d'enregistrement de celui-ci et ce, par hectare, pour chacune des applications.

Une copie de ce registre doit être déposée au bureau du greffier de la Ville entre les 1^{ers} et le 30 novembre de chaque année.

SECTION VI

CONDITIONS D'APPLICATION

14. Tout épandage visé par le paragraphe 2°, 4°, 5° et 6° de l'article 4 du présent règlement doit se faire :

1° À plus de 3 m d'un cours ou plan d'eau lorsque le terrain présente une pente de moins de 30 %, et à plus de 15 m d'un cours ou plan d'eau lorsque le terrain présente une pente égale ou supérieure à 30 % ;

2° À plus de 3 m d'un fossé ;

3° Lorsqu'il ne pleut pas ;

- 4° Lorsque les vents n'excèdent pas 11 km/h, si l'application se fait par pulvérisation ;
- 5° Lorsque l'humidité relative de l'air est supérieure à 50 %, si l'application se fait par pulvérisation ;
- 6° Lorsque la température est inférieure à 25 °C, si l'application se fait par pulvérisation ;
- 7° Lorsqu'il n'y a pas de situation de smog déclarée et reconnue par le Service météorologique d'Environnement Canada à l'aéroport international de Montréal-Pierre-Elliott-Trudeau ;
- 8° Conformément aux directives formulées par le fabricant du produit utilisé.

Les conditions météorologiques de référence pour l'application des paragraphes 3° à 7° du premier alinéa sont celles enregistrées par le Service météorologique d'Environnement Canada à l'aéroport international de Montréal-Pierre-Elliott-Trudeau.

15. Pour tout épandage visé par l'un des paragraphes 2°, 5° ou 6° de l'article 4, l'utilisateur du pesticide doit veiller à ce que :
 - 1° Les jouets, bicyclettes, pataugeoires ou autres équipements mobiles soient retirés de la zone d'application ;
 - 2° Les potagers et piscines soient protégés de manière à empêcher leur contamination.
16. Pour tout épandage visé par l'un des paragraphes 2°, 5° ou 6° de l'article 4, des écriteaux, mesurant 12,7 centimètres par 17,7 centimètres (12,7 cm x 17,7 cm), doivent être installés au moins 24 heures avant le moment prévu de l'épandage au pourtour accessible de la zone de traitement de façon à ce qu'ils puissent être facilement lus. Ces écriteaux doivent indiquer l'épandage prévu et le moment auquel il doit se faire, ainsi que le nom, le type et le numéro d'enregistrement du pesticide qui sera utilisé.

Ces écriteaux, dont la teneur est substantiellement conforme aux modèles ci-après sont remis au requérant au moment de la délivrance du permis et ils doivent être remplis et installés par celui-ci conformément au premier alinéa.

Pointe Claire

ATTENTION!

APPLICATION D'UN PESTICIDE PRÉVU



Traitement prévu par pulvérisation avec :

Insecticide _____
N° d'homologation _____

Herbicide _____
N° d'homologation _____

Fongicide _____
N° d'homologation _____


Date prévue de l'épandage de pesticides : _____

LAISSER SUR PLACE UN MINIMUM DE 24 À 72 HEURES

Pointe Claire

ATTENTION!

APPLICATION OF A PESTICIDE SCHEDULED



Treatment provided by spraying with :

Insecticide _____
Registration N° _____

Herbicide _____
Registration N° _____


Fungicide _____
Registration N° _____

Expected date of application of pesticides : _____

TO BE LEFT ON SITE A MINIMUM OF 24 TO 72 HOURS

Pour tout épandage visé par l'un des paragraphes 2°, 5° ou 6° de l'article 4, un avis écrit doit également être distribué par le requérant, au moins 24 heures avant l'épandage, à tous les occupants de tout bâtiment situé sur un immeuble ou terrain, dont une partie ou la totalité fait objet d'un permis temporaire d'application.

L'avis requis en vertu de l'alinéa précédent doit préciser la zone à être traitée, la date et l'heure prévue pour l'épandage, le nom et le numéro de téléphone de la personne qui y procédera, ainsi que le nom, le type et le numéro d'enregistrement du pesticide devant être utilisé. Cet avis doit être substantiellement conforme au modèle indiqué ci-après (ou joint en annexe).



AVIS : APPLICATION D'UN PESTICIDE PRÉVU
RÈGLEMENT PC-XXXX SUR L'UTILISATION DES PESTICIDES


NOTICE : APPLICATION OF A PESTICIDE SCHEDULED
BY LAW PC-XXXX CONCERNING THE USE OF PESTICIDES

ADRESSE DU SITE À TRAITER /
ADDRESS OF THE TREATED SITE : _____

DATE DE L'APPLICATION /
DATE OF THE APPLICATION : _____

HEURE DE L'APPLICATION /
TIME OF THE APPLICATION : _____

DESCRIPTION DE LA ZONE À TRAITER /
DESCRIPTION OF AREA TO BE TREATED : _____



RUE / STREET : _____

NOM DE L'ENTREPRISE OU DE L'APPLICATEUR /
NAME OF THE COMPANY OR APPLICATOR : _____

TÉLÉPHONE DE L'ENTREPRISE OU DE L'APPLICATEUR /
PHONE NUMBER OF THE COMPANY OR THE APPLICANT : _____

TYPE DE PESTICIDE UTILISÉ /
TYPE OF PESTICIDE USED : _____

N° D'HOMOLOGATION /
REGISTRATION N° : _____

Lorsque l'épandage ne peut être fait au moment indiqué à l'avis distribué ou sur tout écriteau affiché, et qu'il est reporté à une date ultérieure, un nouvel avis et de nouveaux écriteaux, le cas échéant, doit être distribué ou doivent être affichés, conformément au présent article.

17. Immédiatement après l'application d'un pesticide de classe 3, au sens du Règlement sur les permis et certificats pour la vente et l'utilisation des pesticides (RLRQ, Chapitre P-9.3, r.2) et pour les 72 heures suivantes, au moins 2 écriteaux, ou 1 écriteau à tous 10 mètres doivent être installés au pourtour accessible de la zone traitée de façon à ce qu'ils puissent être facilement lus sans avoir à marcher sur la surface traitée.

Ces écriteaux doivent être conformes à l'article 72 du Code de gestion des pesticides (RLRQ, chapitre P-9.3, r.1).

SECTION VII

INFRACTION ET PEINES

18. Quiconque contrevient à une disposition du présent règlement, où tolère ou permet une telle contravention, commet une infraction et est passible de l'amende suivante :
- 1^o S'il s'agit d'une personne physique :
 - a) Pour une première infraction, d'une amende de 500 \$ à 1 000 \$;
 - b) Pour toute récidive, d'une amende de 1 500 \$ à 2 000 \$;
 - 2^o S'il s'agit d'une personne morale :
 - a) Pour une première infraction, d'une amende de 1 000 \$ à 2 000 \$;
 - b) Pour toute récidive, d'une amende de 2 500 \$ à 4 000 \$.

SECTION VIII

DISPOSITION DE CONCORDANCE

19. Le Règlement concernant les tarifs (exercice financière 2017) (PC-2846) est modifié, en remplaçant la section 12 de l'annexe II, comme suit :
- "12.1 Pour une personne physique : 25,00 \$
 - 12.2 Pour une personne morale : 50,00 \$

SECTION IX**DISPOSITIONS FINANCIÈRES**

20. Sont expressément abrogés et remplacés, à toutes fins que de droit, sur le territoire de la Ville de Pointe-Claire, le règlement 04-041 de la Ville de Montréal, ainsi que toutes et chacune de ses modifications, de même que toute autre disposition de tout règlement comportant l'un des objets visés par le présent règlement.
21. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Morris Trudeau, Maire

Me Jean-Denis Jacob, greffier

PROVINCE OF QUEBEC
CITY OF POINTE-CLAIRE

BY-LAW NUMBER PC-2865

BY-LAW RESPECTING THE USE OF
PESTICIDES IN THE TERRITORY OF THE
CITY OF POINTE-CLAIRE

In force on May 10, 2017

AT THE REGULAR MEETING OF THE COUNCIL OF THE CITY OF POINTE-CLAIRE
HELD AT THE CITY HALL, 451 SAINT-JEAN BOULEVARD, POINTE-CLAIRE,
QUEBEC, ON TUESDAY MAY 2, 2017 AT 7:30 P.M.

PRESENT: Councillors K. Thorstad-Cullen, C. Homan, J. Beaumont,
P. Bissonnette, C. Cousineau, J.-P. Grenier, A. Iermieri and
D. Smith chaired by His Worship Mayor Morris Trudeau forming a
quorum of council.

AMONGST OTHER BUSINESS TRANSACTED AT SAID MEETING,
WAS THE FOLLOWING:

BY-LAW NUMBER: PC-2865

Resolution number: 2017-277

PROPOSED BY COUNCILLOR IERMIERI

SECONDED BY COUNCILLOR GRENIER

AND RESOLVED:

WHEREAS a notice of motion of the present by-law has been given beforehand.

To wit sections 4, 19, and 85 of the Act Respecting Municipal Powers (CQLR chapter C-47.1).

To wit sections 369 and 411 of the Act Respecting Cities and Towns (CQLR, chapter C-19)

CONSEQUENTLY THE MUNICIPAL COUNCIL DECREES AS FOLLOWS:

DIVISION I

SCOPE AND DEFINITIONS

1. The present by-law applies to the entire City territory.
2. In the present by-law, the following words mean:

“Infestation” : the presence of insects, mildew or other noxious agents, with the exception of noxious weeds, on more than 50% of a lawn area or on more than 5 square metres (5m²) of a flowerbed area. There is also an infestation where the presence of noxious weeds, insects, mildew or other toxic agents, whatever their extent, constitutes a safety hazard, a health hazard, a tree or shrub hazard, or an animal health hazard;

“Neonicotinoids” : class of pesticides using, as active ingredient, either acetamiprid, clothianidin, imidacloprid, thiacloprid or thiamethoxam;

“Pesticide” : any substance, material or micro-organism intended to directly or indirectly control, destroy, mitigate, attract or repel an organism that is injurious to or noxious or troublesome for humans, animal life, vegetation, crops and other goods, or intended for use as a plant growth regulator, except a drug product or a vaccine, as defined in the Pesticides Act (CQLR, chapter P9.3);

“Sensitive areas” : child care centres, day care centres, drop-in day care centres, kindergartens or home child care centres governed by the Act Respecting Child Care Centres and Child Care Services (CQLR, chapter C-8.2); institutions providing preschool education services or elementary or secondary school instructional services governed by the Education Act (CQLR, chapter I-13.3) or by the Act Respecting Private Education (CQLR, chapter E-9.1); institutions providing instructional services at the College level governed by the Act Respecting Private Education (CQLR, chapter E-9.1) or by the General and Vocational Colleges Act (CQLR, chapter C-29); educational institutions at the University level, referred to in paragraphs 1 to 10 of section 1 of the Act Respecting Educational Institutions at the University Level (CQLR, chapter E-14.1); health and social services institutions governed by the Act Respecting Health Services, and Social Services (CQLR, chapter S-4.2); places of worship, residences for senior citizens, playgrounds of municipal parks, sports fields of municipal parks, cemeteries and community gardens as well as a 5 metre wide strip beyond the limit of each parcel of land contemplated above.

DIVISION II

FORMAL PROVISIONS

3. No pesticides may be used or applied outside buildings.

DIVISION III

EXCEPTIONS

4. Despite section 3, pesticides, other than neonicotinoids, may be used in the following cases:
 - (1) If it is a biological control agent, as so designated by the Pest Management Regulatory Agency (PMRA), mineral oil, azadirachtine or active ingredients, other than acetamiprid, authorized under schedule II to the Pesticides Management Code (2003, 135 G.O. II, 1653) and which have not been enriched by another anti-parasite active ingredient.
 - (2) For an infestation, unless it is a sensitive area;
 - (3) In pools and decorative ponds or self-contained artificial basins;
 - (4) For the maintenance of a golf course and bowling green, in accordance with this By-law;
 - (5) Within a radius of 5 metres of warehouses and plants of food companies or pharmaceutical manufacturing plants to ensure vermin control;
 - (6) On the base of a building and on a 30 centimetres strip around it, for ant control.

DIVISION IV

TEMPORARY PESTICIDE PERMIT

5. The use of a pesticide for any of the exceptions contemplated in paragraphs 4 (2), 4 (5) or 4 (6), is subject to the prior granting of a temporary pesticide permit.
6. A temporary pesticide permit is issued to the owner or the user or occupant who submits a signed authorization letter from the owner, on the following conditions:
 - (1) The exigible fees have been paid;
 - (2) The area to be treated is not a sensitive area;

- (3) The area to be treated is more than 100 metres from a water intake;
- (4) In the case of an application referred to in paragraph 4 (2), demonstration must be made that a mechanical treatment or a treatment made with a pesticide described under paragraph 4 (1) was first carried and proved ineffective.
- (5) In an infestation case referred to in paragraph 4 (2), a site inventory must have been first confirmed further to a City inspection. In such case, the percentage of the total grassy area and the flowerbed area are established by adding the parts of the infested area.

Every person who, for the benefit of others and against remuneration, performs work involving the use of pesticides, must, in order to obtain a temporary permit, meet the conditions stated in the first paragraph and hold any permit or certificate required under a federal or provincial law or regulation.

7. A temporary pesticide permit issued under this section is valid for 14 days from the date of issue.

DIVISION V

GOLF COURSES AND BOWLING GREENS

8. Pesticides, other than neonicotinoids, may be used, for the maintenance of golf courses and bowling greens, subject to the conditions provided for in this division.
9. Every operator of a golf club or a bowling green must register, under a written statement to the City, the products stored or to be stored and that he intends to use during the year.

The statement required under the first paragraph must be filed with the City Clerk's Office between March 1 and 31 of each year.

10. Pesticides must be stored in a fireproof location, with embankment, ventilation and steel shelves.

A flameproof sign must be put up at the entrance to the storage area.

The sign must indicate the presence of pesticides.

11. Every operator of a golf club or of a bowling green must post, immediately after a pesticide application, at the course entrance, a sign specifying the date and time of the application, the active ingredient, the brand name and the registration number, the name and telephone number of the person who performed the work, the certificate number of applicator, as the case may be, and the telephone number of "the Québec Poison Control Centre".

The sign must be posted for 72 hours after an application.

12. The application conditions relating to the use of pesticides referred to in Division VI shall apply to the application of pesticides on golf courses and bowling greens (with the exception of sections 16 and 17).

A minimum of 5 metres wide strip must separate the area of application of pesticides from properties adjacent to a golf course or a bowling green.

13. The operator of a golf club or of a bowling green must keep a register showing the date and reason for application, a description of the areas treated, the quantity and the name of the pesticide used, as well as the type and the registration number, per hectare, for each application.

A copy of the register must be filed with the City Clerk's Office, between November 1 and 30 of every year.

DIVISION VI

CONDITIONS FOR PESTICIDE APPLICATIONS

14. Any pesticide application referred to in subparagraph 4 (2), 4 (4) to 4 (6) must be carried out as follows:
 - (1) At more than 3 metres from a watercourse or body of water where the land has a slope of less than 30%, and at more than 15 metres from such watercourse or body of water where the land has a slope of 30% or more;
 - (2) At more than 3 metres from a ditch;
 - (3) When it is not raining;
 - (4) When the winds do not exceed 11 kilometres per hour (11km/h), if spraying is involved;
 - (5) When the relative air humidity is higher than 50%, if spraying is involved;
 - (6) When the temperature is less than 25° C, if spraying is involved;

- (7) When there is no reported smog situation recognized and acknowledged by the Meteorological Service of Environment Canada for the Montreal Pierre-Elliott-Trudeau International Airport;
- (8) In accordance with the manufacturer's specifications.



The reference weather conditions for the purposes of subparagraph 14 (3) to 14 (7) of the first paragraph are those of the meteorological service of Environment Canada for the Pierre-Elliott-Trudeau-Montreal International Airport.

15. For any pesticide application referred to in paragraphs 4 (2), 4 (4) or 4 (6), every pesticide user must ensure that:
- (1) Toys, bicycles, wading pools or any other mobile equipment be removed from the application area;
- (2) Vegetable gardens and pools are protected from contamination.
16. For any pesticide application referred to in any of the paragraphs 4 (2), 4 (5) or 4 (6), signs measuring 12.7 centimetres by 17.7 centimetres (12.7 cm x 17.7 cm) must be put up at least 24 hours before the time scheduled for the application in the accessible surrounding area of any treatment zone so that they can be easily read. The signs must specify the proposed pesticide application and time of application as well as the name, type and registration number of the pesticide to be used.

The content of these signs must be substantially conforming to the models shown hereafter and the signs are handed over to the applicant at the time of the permit issuance. They must be filled and completed by the applicant in accordance with the first paragraph.

	
ATTENTION!	
APPLICATION D'UN PESTICIDE PRÉVU	
	
Traitement prévu par pulvérisation avec :	
Insecticide <input type="checkbox"/>	_____
N° d'homologation	_____
Herbicide <input type="checkbox"/>	_____
N° d'homologation	_____
Fongicide <input type="checkbox"/>	_____
N° d'homologation	_____
Date prévue de l'épandage de pesticides :	


LAISSER SUR PLACE UN MINIMUM DE 24 À 72 HEURES	

	
ATTENTION!	
APPLICATION OF A PESTICIDE SCHEDULED	
	
Treatment provided by spraying with :	
Insecticide <input type="checkbox"/>	_____
Registration N°	_____
Herbicide <input type="checkbox"/>	_____
Registration N°	_____
Fungicide <input type="checkbox"/>	_____
Registration N°	_____
Expected date of application of pesticides :	

TO BE LEFT ON SITE A MINIMUM OF 24 TO 72 HOURS	

For any pesticide application referred to in any of paragraphs 4 (2), 4 (5) or 4(6), a written notice must be distributed, by the applicant, at least 24 hours before the application, to any and all occupants of any building located on an immovable or landsite being, in whole or in part, the object of a temporary application permit.

The notice required pursuant to the preceding paragraph must specify the area to be treated, the date and time of the pesticide application, the name and telephone number of the person performing the application as well as the name, type and registration number of the pesticide to be used. Such notice must be substantially conforming to the model specified hereafter.



AVIS : APPLICATION D'UN PESTICIDE PRÉVU
RÈGLEMENT PQ-XXXX SUR L'UTILISATION DES PESTICIDES


NOTICE : APPLICATION OF A PESTICIDE SCHEDULED
BY-LAW PQ-XXXX CONCERNING THE USE OF PESTICIDES

ADRESSE DU SITE À TRAITER /
ADDRESS OF THE TREATED SITE _____

DATE DE L'APPLICATION /
DATE OF THE APPLICATION : _____

HEURE DE L'APPLICATION /
TIME OF THE APPLICATION : _____

DESCRIPTION DE LA ZONE À TRAITER /
DESCRIPTION OF AREA TO BE TREATED _____



RUE, STREET _____

NOM DE L'ENTREPRISE OU DE L'APPLICATEUR /
NAME OF THE CONTRACTOR OR APPLICATOR : _____

NUMÉRO DE L'ENTREPRISE OU DE L'APPLICATEUR /
PHONE NUMBER OF THE CONTRACTOR OR THE APPLICANT : _____

NOM DE PESTICIDE UTILISÉ /
NAME OF PESTICIDE USED : _____

N° D'ENREGISTREMENT /
REGISTRATION NO. _____

When a pesticide application cannot be performed within the time period indicated on the notice distributed or on the signs posted, and where it is postponed, a new notice or new signs, as the case may be, must be distributed or posted in accordance with this section.

17. Immediately after the application of a class 3 pesticide as per the Regulation Respecting Permits and Certificates for the Sale and Use of Pesticides (CQLR, chapter P-9.3, r.2) and for the next 72 hours, at least 2 signs or one sign every 10 metres must be put up around the area having been treated in such manner that they are easily readable without having to walk over the treated surface.

Such signs must be in accordance with section 72 of the Pesticides Management Code (CQLR, chapter P-9.3, r.1).

DIVISION VII

PENAL PROVISIONS

18. Any person who contravenes this by-law, or tolerate or allows a violation is guilty and is liable:
- (1) In the case of a natural person:
 - a. For a first offense, to a fine of \$500 to \$1 000;
 - b. For a subsequent offense, to a fine of \$1 000 to \$2 000;
 - (2) In the case of a legal person:
 - a. For a first offense, to a fine of \$1 000 to \$2 000;
 - b. For a subsequent offense, to a fine of \$2 500 to \$4 000.

DIVISION VIII

CONSEQUENTIAL PROVISIONS

19. The by-law concerning fees (fiscal 2017) (PC-2846) is amended by replacing the tariffs set forth under section 12 of Appendix II as follows:
- | | |
|-----------------------------|---------|
| "12.1 For a natural person: | \$25.00 |
| 12.2 For a legal person: | \$50.00 |

DIVISION IV

FINAL PROVISIONS

20. Are expressly repealed and replaced by the present by-law, on the territory of the City of Pointe-Claire, the by-law 04-041 of the City of Montreal, any and all of its amendments as well as any other by-law respecting the subject contemplated by the present by-law.
21. The present by-law comes into force according to law.

Morris Trudeau, Mayor

Jean-Denis Jacob, City Clerk